

**Note
relative aux propositions
soumises par les Parlements nationaux
sur les projets d'actes législatifs
devant faire l'objet du
contrôle de subsidiarité et de proportionnalité**



préparé par le Secrétariat de la COSAC et présenté aux:

Conférence des présidents
des organes spécialisés dans les affaires
communautaires et européennes des parlements nationaux
de l'Union européenne

20 février 2006
Vienne, Autriche

**Propositions soumises par les Parlements nationaux relatives
aux projets d'actes législatifs devant faire l'objet du contrôle
de subsidiarité et de proportionnalité**

A l'article 4 de sa contribution, adoptée lors de sa réunion en octobre 2005 à Londres, la XXXIVe COSAC a convenu que :

« Les Parlements nationaux qui le souhaitent procéderont à un contrôle de subsidiarité et de proportionnalité sur un ou des prochain(s) projet(s) d'acte(s) législatif(s) européen(s). Ils développeront ainsi leur rôle de contrôle démocratique existant tel qu'il est reconnu par le Protocole sur le rôle des Parlements nationaux annexé au Traité d'Amsterdam. Ceci leur permettra également de tester leur système de décisions sur la subsidiarité et la proportionnalité, de permettre une analyse des justifications présentées par la Commission et de souligner auprès de la Commission le rôle des Parlements nationaux en matière de subsidiarité. »

La COSAC a annoncé à l'article 2 des conclusions de la même réunion que :
« La XXXIVe COSAC, rappelant le rôle de contrôle démocratique des Parlements nationaux, les dispositions du Traité d'Amsterdam en matière de subsidiarité et le fait que le Protocole sur le rôle des Parlements nationaux confère à la COSAC un rôle particulier en matière de subsidiarité, a décidé d'encourager les Parlements nationaux à mener un contrôle de subsidiarité et de proportionnalité sur un ou plusieurs projet(s) d'acte(s) législatif(s) européen(s) à venir. Le contrôle devra être effectué en respectant les programmes de travail internes, les cadres légaux et les traditions des Parlements nationaux. La COSAC a convenu que, pour les Parlements qui souhaitent participer, le contrôle devrait être mené comme suit :

- i. dans les deux semaines suivant l'examen par les Parlements nationaux du programme de travail annuel de la Commission, comme prévu par l'initiative «Augmenter la prise de conscience européenne», les Parlements nationaux qui souhaitent participer devraient informer la Présidence de la COSAC sur les projets d'actes législatifs qu'ils souhaitent soumettre à un contrôle de subsidiarité et de proportionnalité; ils pourront également faire des propositions supplémentaires à tout moment ; la Présidence de la Troïka devra alors désigner les projets mentionnés le plus fréquemment, et

- transmettre la liste aux Parlements nationaux et au Parlement européen ;
- ii. la base de données IPEX devrait, si possible, être utilisée en relation avec le contrôle de subsidiarité et de proportionnalité;
 - iii. les Parlements nationaux qui souhaitent participer devraient essayer de terminer leur contrôle en six semaines ;
 - iv. le délai de 6 semaines devrait commencer dès la publication du projet d'acte législatif dans toutes les langues;
 - v. les Parlements nationaux respectivement les Chambres participant devraient envoyer leurs commentaires concernant la subsidiarité ou la proportionnalité directement à la Commission, au Parlement européen et au Conseil durant la période de six semaines, en adressant une copie de ces documents à la Présidence de la COSAC ; et
 - vi. il serait utile que les Parlements nationaux indiquent clairement si leurs commentaires concernent la subsidiarité ou la proportionnalité ».

Le 25 octobre 2005, M. Mejdahl, le Président du Parlement danois (le Parlement assurant la présidence de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne) a adressé une lettre aux Parlements nationaux au sujet de la mise en œuvre de l'initiative « augmenter la conscience européenne ». Il a proposé que les Parlements nationaux devraient autant que possible terminer leur examen du programme annuel de travail de la Commission pour 2006 (Communication de la commission 2005/531) au plus tard le 16 décembre.

Aux termes de l'article 2(i) des Conclusions de la COSAC citées ci-dessus, les Parlements nationaux qui souhaiteraient participer au contrôle de la subsidiarité et de la proportionnalité auraient dû avoir informé la Présidence de la COSAC des suggestions qu'ils souhaiteraient soumettre à ce contrôle dans les deux semaines suivant le 16 décembre (c'est-à-dire jusqu'au 30 décembre 2005). En raison des vacances de Noël, la Présidence du Royaume-Uni a cependant proposé, dans une lettre adressée aux Parlements nationaux le 25 novembre 2005, que les propositions devraient être présentées jusqu'au 13 janvier. La Présidence britannique a également rappelé que la XXXIVe COSAC était convenue que les Parlements nationaux « pouvaient aussi et à tout moment soumettre des propositions supplémentaires » :

Le 10 février 2006, la Présidence autrichienne avait reçu des propositions écrites de la part des 18 Parlements nationaux ou chambres parlementaires (de 14 État membres) suivants :

- Autriche (Nationalrat et Bundesrat), Chypre, Danemark, Finlande, France (Sénat), Irlande, Luxembourg, Malte, Pays-Bas (Chambre des Députés et Sénat), Pologne (Sejm et Sénat), Portugal, République Slovaque, République Tchèque (Chambre des députés et Sénat), Royaume-Uni (House of Lords).
- Le tableau ci-après fait état des propositions législatives mentionnées par plus d'un Parlement national. Les projets d'actes législatifs les plus fréquemment proposés figurent en haut du tableau.
- L'annexe à cette note énumère l'ensemble des propositions soumises par des Parlements nationaux.

Legislative proposal	Estimated date of adoption (taken from the Commission's indicative forecast for Work Programme and for other items in planning for February – December 2006)	National Parliament
1. Proposal for a Regulation on the applicable law and jurisdiction in divorce matters (2005/JSL/187)	2nd quarter 2006 (estimated July 2006)	Austria (<i>Nationalrat and Bundesrat</i>), Czech Republic (<i>Senate</i>), Finland, Ireland, Malta, Netherlands (<i>Senate and House of Representatives</i>), UK (<i>House of Lords</i>)
2. Proposal for the full accomplishment of the Internal Market for Postal Services (2006/MARKT/006)	November 2006	Czech Republic (<i>Senate and Chamber of Deputies</i>), Finland, Ireland, Netherlands (<i>Senate and House of Representatives</i>), UK (<i>House of Lords</i>)
3. Proposal for a European Parliament and Council Directive amending Directive 98/34/EC laying down a procedure for the provision of information in the field of technical standards and regulations and of rules on information society services (2006/ENTR/006)	2nd quarter 2006 (estimated June 2006)	Czech Republic (<i>Chamber of Deputies</i>), Poland (<i>Sejm and Senate</i>), Portugal
4. Proposal for a Framework Decision on Conflicts of Jurisdiction and the Principle of <i>ne bis in idem</i> in criminal proceedings (2006/JLS/010)	4th quarter 2006	Czech Republic (<i>Senate and Chamber of Deputies</i>), UK (<i>House of Lords</i>)
5. Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council modifying Regulation (EC) No 1592/2002 with a view to extending the tasks of the European Aviation Safety	4th quarter 2006	Cyprus, Czech Republic (<i>Senate</i>)

Agency (EASA) to the domains of Air Traffic Management (ATM), Air Navigation Services (ANS) and airports (2006/TREN/033)		
6. Revision of Directive 2001/81/EC on national emission ceilings (NEC) for certain atmospheric pollutants (2006/ENV/016)	4th quarter 2006	Austria (<i>Nationalrat and Bundesrat</i>), Netherlands (<i>Senate and House of Representatives</i>)
7. Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council in view of setting up the powers and the financing of teams of national experts of Member States to provide technical and operational assistance to Member States in the activities dealing with the control and surveillance of the external borders in the framework of the European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders of the Member States of the European Union (2006/JLS/003)	April 2006	Denmark, Slovakia
8. Proposal for a modification of the Council Framework Decision on Combating Terrorism, in particular to make the transmission of expertise in explosives/bomb making for terrorist purposes a crime (2006/JLS/013)	4th quarter 2006	Finland, UK (<i>House of Lords</i>)
9. Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a Community Code on short stay visas (2006/JLS/002)	March 2006	Czech Republic (<i>Senate and Chamber of Deputies</i>), Portugal